



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFECTURE DE LA COTE-D'OR

DRIRE

Direction régionale de l'industrie
de la recherche et de l'environnement
de Bourgogne

www.bourgogne.drire.gouv.fr

DIJON, LE 22 JAN. 2007

ARRETE PREFECTORAL

PORTANT PRESCRIPTIONS COMPLEMENTAIRES

Société EDIB

Commune de DIJON

LE PRÉFET DE LA RÉGION BOURGOGNE,
PRÉFET DE LA CÔTE D'OR
Officier de la Légion d'Honneur
Commandeur de l'Ordre National du Mérite

- **VU** le Code de l'Environnement et notamment le titre premier du Livre V,
- **VU** le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié, et notamment ses articles 18 et 20,
- **VU** l'arrêté préfectoral du 29 juillet 2003 autorisant la Société EDIB, dont le siège social est situé 64 avenue de Stalingrad – 21000 DIJON, à exploiter les installations de son établissement sis à la même adresse,
- **VU** le dossier de demande de modification déposé par la Société EDIB le 15 février 2006,
- **VU** le rapport de l'inspecteur des installations classées en date du 28 novembre 2006,
- **VU** l'avis du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques dans sa séance du 21 décembre 2006,
- **CONSIDÉRANT** que les modifications d'installation sollicitées par l'exploitant sont de nature à améliorer les conditions actuelles d'exploitation, et qu'elles ne sont pas de nature à entraîner des dangers et des inconvénients nouveaux,
- **CONSIDÉRANT** que le projet d'arrêté préfectoral a été porté à la connaissance de l'exploitant,
- **SUR** proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Côte d'Or,

ARRETE

ARTICLE 1er –

La Société EDIB, dont le siège social est situé 64 avenue de Stalingrad – 21000 DIJON, est tenue de respecter, pour l'exploitation de son établissement sis à la même adresse, les dispositions indiquées ci-après.

ARTICLE 2 –

L'article 1.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 29 juillet 2003 est modifié comme suit :

n° de rubrique / repère sur plan	Intitulé de la rubrique de la nomenclature des installations classées	Libellé en clair de l'installation Nature et volume des activités	Régime
167-a et c	Déchets industriels provenant d'installations classées (installations d'élimination, à l'exception des installations traitant simultanément et principalement des ordures ménagères) : a) station de transit c) installation de prétraitement	Installation de transit et de prétraitement de déchets industriels : 22 000 t/an	A
1430 1432.2b repère Z5, Z6,Z7, quai, Z5bis	1432- Liquides inflammables (dépôt de) 1430 – Liquides inflammables (définition)	<ul style="list-style-type: none"> Dépôt aérien de liquides inflammables de 1^{ère} catégorie d'une capacité totale de 240 m3 (cuves 10 à 16 et 19) Dépôt aérien de liquides inflammables de 1^{ère} catégorie en fûts, d'une capacité totale de 50 m3 (alvéoles 1 et 2) Dépôt aérien de liquides inflammables de 2^{ème} catégorie d'une capacité totale de 240 m3 (eq 48 m3) (cuves 4 à 9 et 12, 17, 18) Liquides inflammables de 1^{ère} catégorie en cuve à mélange (n°1) 30 m3 Liquides inflammables de 2^{ème} catégorie en cuve à mélange (n°2) 30 m3 Dépôt enterré de fioul d'une capacité totale de 2,5 m³ <p>La capacité équivalente totale des dépôts est de 375 m³.</p>	A
1434-2 repère Z14	Liquides inflammables (installation de remplissage ou de distribution) 2) installations de chargement ou de déchargement desservant un dépôt de liquides inflammables soumis à autorisation	Installation de chargement et de déchargement desservant le dépôt de liquides inflammables Pompes de transfert 2x17m³/h	A
1433.A.a repère Z6, Z7	Installation de mélange à froid de liquides inflammables	> 50 tonnes	A
2799	Déchets provenant d'installations nucléaires de base		A
2661-2-b Bâtiment "broyage" dans la cour Sud	Transformation de polymères par tout procédé exclusivement mécanique (sciage, découpage, meulage, broyage, ...), la quantité de matière susceptible d'être traitée étant > 2t/j mais < 20 t/j	Broyage des emballages plastiques Quantité journalière broyée susceptible d'être > 2 t/j	D

2560-2 Bâtiment "broyage" dans la cour Sud	Travail mécanique des métaux, la puissance électrique installée de l'ensemble des machines fixes concourant au fonctionnement des installations étant : > 50 kW mais < 500 kW	Broyage des emballages métalliques Nota : les broyeurs sont utilisés pour les plastiques et les métaux. La puissance déclarée est celle de l'ensemble des broyeurs) Puissance Max. 73,5 kW	D
98 bis-2 Bâtiment "broyage" dans la cour Sud + Fosse destinée aux broyats plastiques Z1	Caoutchouc, élastomères, polymères (dépôts et ateliers de triage de matières combustibles à base de) B- Installé sur un terrain isolé, bâti ou non, situé à moins de 50 mètres d'un bâtiment habitable ou occupé par des tiers 2- La quantité entreposée étant > 30 m ³ mais < 150 m ³	Quantité Max. stockée : 60 m ³	D
2920-2-b	Réfrigération ou compression (installations de) fonctionnant à des pressions effectives supérieures à 10 ⁵ Pa, 2) ne comprimant ni n'utilisant des fluides inflammables ni toxiques, la puissance absorbée étant b) supérieure à 50 kW, mais inférieure ou égale à 500 kW	Installation de compression d'air dont la puissance est inférieure à 58 kW	D
2910	Installation de combustion	30kW	NC

(*) A : autorisation ; D : Déclaration ; NC : non classé

ARTICLE 3 –

L'article 5.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 29 juillet 2003 est modifié comme suit :

- Les aménagements du site sont conformes aux dispositions du DDAE (plan n° 280-4) et du dossier de demande de modification du 15 février 2006 (plan n° 280-5 en remplacement du plan 280-4) et comprennent :

- un bâtiment accueil et vestiaires du personnel ;
- un bâtiment abritant une salle d'archivage des échantillons, les locaux administratifs, les vestiaires, le laboratoire;
- un auvent (repéré Z19) de broyage et de stockage de bennes d'emballages et de matériaux souillés,
- un pont bascule,
- des moyens de détection de la radioactivité,
- une aire d'attente des véhicules (repérée Z16) ;
- une zone pour la maintenance et l'entretien ;
- une zone de chargement / déchargement,
- une zone de pompage des déchets liquides conditionnés (repérée Z14) ;
- une zone de tri et de reconditionnement (repérée Z8) ;
- une zone de lavage des véhicules, équipée d'une fosse bétonnée de 60 m³ (repérée Z20);
- une fosse de 60 m³ dédiée au stockage des produits pâteux (repérée Z20) ;
- une fosse de 80 m³ dédiée au stockage des broyats souillés et aux rebuts d'emballages pharmaceutiques (repérée Z21);
- une zone de stockage en bennes, dédiées aux DIB, métaux propres, cartons (repérée Z1 bis),
- un container spécifique de 30 m³ utiles pour aérosols (repéré Z2) ;
- une zone de stockage de palettes (repérée Z12) ;
- une zone de stockage des expéditions (repérée Z23) ;
- une aire de réception des produits conditionnés (repérée Z22) ;
- une aire réservée de 50 m² (repérée Z15).

ARTICLE 4 –

L'article 6.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 29 juillet 2003 est modifié comme suit :

- Nature des déchets admis sur le centre :

Désignation	CODE	TYPE DE TRAITEMENT : T : TRANSIT R : REGROUPEMENT P : PRÉTRAITEMENT
Déchets provenant de l'exploration et de l'exploitation des mines et des carrières ainsi que du traitement physique et chimique des minéraux	01 01 01 à 01 05 99	T – R -P
Déchets provenant de l'agriculture, horticulture, aquaculture, sylviculture, chasse, pêche	02 01 01 à 02 07 99 sauf 02 01 02, 02 01 03, 02 01 06, 02 02 02	T - R - P
Déchets provenant de la transformation du bois et de la fabrication de panneaux et de meubles, de papier, de carton et de pâte à papier	03 01 04* à 03 03 99 sauf 03 03 01, 03 03 07, 03 03 08	T - R - P
Déchets de l'industrie textile, du cuir et de la fourrure	04 01 03* à 04 02 20 + 04 02 99	T - R - P
Déchets provenant du raffinage du pétrole, de la purification du gaz naturel et du traitement pyrolytique du charbon	05 01 02* à 05 07 99	T - R - P
Déchets provenant de la fabrication, formulation, distribution et utilisation (FFDU) d'acides	06 01 01* à 06 01 99	T – R -P
Déchets provenant de la FFDU de bases	06 02 01* à 06 02 99	T – R -P
Déchets provenant de la FFDU de sels et leurs solutions et d'oxydes métalliques	06 03 11* à 06 03 99	T – R
Déchets contenant des métaux autres que ceux visés à la section 06 03	06 04 03* à 06 04 99	T – R -P
Boues provenant du traitement <i>in situ</i> des effluents	06 05 02* et 06 05 03	T – R -P
Déchets provenant de la FFDU de produits chimiques contenant du soufre, de la chimie du soufre et des procédés de désulfuration	06 06 02* à 06 06 99	T - R
Déchets provenant de la FFDU des halogènes et de la chimie des halogènes	06 07 02* à 06 07 99	T - R -P
Déchets provenant de la FFDU du silicium et des dérivés du silicium	06 08 02* et 06 08 99	T - R
Déchets provenant de FFDU des produits chimiques contenant du phosphore et de la chimie du phosphore	06 09 02 à 06 09 99	T - R
Déchets provenant de FFDU de produits chimiques contenant de l'azote, de la chimie de l'azote et de la production d'engrais	06 10 02* et 06 10 99	T - R
Déchets provenant de la fabrication des pigments inorganiques et des opacifiants	06 11 01 et 06 11 99	T - R
Déchets des procédés de la chimie minérale non spécifiés ailleurs	06 13 01* à 06 13 99 sauf 06 13 04*	T – R -P

Déchets provenant de la FFDU de produits organiques de base	07 01 01* à 07 01 99	T - R - P
Déchets provenant de la FFDU de matières plastiques, caoutchouc et fibres synthétiques	07 02 01* à 07 02 99 sauf 07 02 13	T - R - P
Déchets provenant de la FFDU de teintures et pigments organiques (sauf section 06 11)	07 03 01* à 07 03 99	T - R - P
Déchets provenant de la FFDU des substances actives pharmaceutiques	07 05 01* à 07 05 99	T - R - P
Déchets provenant de la FFDU des corps gras, savons, détergents, désinfectants et cosmétiques	07 06 01* à 07 06 99	T - R - P
Déchets provenant de la FFDU de produits chimiques issus de la chimie fine et de produits chimiques non spécifiés ailleurs	07 07 01* à 07 07 99	T - R - P
Déchets provenant de la FFDU et du décapage de peintures et vernis	08 01 11* à 08 01 99	T - R - P
Déchets provenant de la FFDU d'autres produits de revêtement (y compris des matériaux céramiques)	08 02 01 à 08 02 99	T - R - P
Déchets provenant de la FFDU d'encre d'impression	08 03 07 à 08 03 99	T - R - P
Déchets provenant de la FFDU de colles et mastics (y compris produits d'étanchéité)	08 04 09* à 08 04 99	T - R - P
Déchets de l'industrie photographique	09 01 01* à 09 01 99	T - R - P
Déchets provenant des procédés thermiques	10 01 04* à 10 14 01* sauf 10 01 24, 10 02 01, 10 02 02, 10 02 08, 10 02 10, 10 03 04*, 10 03 15*, 10 12 01, 10 12 03, 10 12 06, 10 12 08, 10 13 01, 10 13 09*, 10 13 10, 10 13 14	T - R - P
Déchets provenant du traitement chimique de surface et du revêtement des métaux et autres matériaux, et de l'hydrométallurgie des métaux non ferreux	11 01 05* à 11 05 99	T - R - P
Déchets provenant de la mise en forme et du traitement physique et mécanique de surface des métaux et matières plastiques	12 01 06* à 12 03 02	T - R - P
Huiles et combustibles liquides usagés (sauf huiles alimentaires et huiles figurant aux chapitres 05, 12 et 19)	13 01 04* à 13 08 99* sauf 13 03 01*	T - R - P
Déchets de solvants organiques, d'agents réfrigérants et propulseurs (sauf chapitres 07 et 08)	14 06 01* à 14 06 05*	T - R - P
Emballages et déchets d'emballages, absorbants, chiffons, d'essuyage, matériaux filtrants et vêtements de protection non spécifiés ailleurs	15 01 01 à 15 02 03 sauf 15 01 11*	T - R - P

Déchets non décrits ailleurs dans la liste (sauf 16 04 : déchets d'explosifs)	16.01 03 à 16 11 06 sauf 16 01 09* à 16 01 11*, 16 01 16 à 16 01 20, 16 02 09*, 16 02 10*, 16 02 12*, 16 04 01* à 03*	T - R - P
Déchets de construction et de démolition	17 01 06*, 17 02 04*, 17 03 01* à 17 05 03*, 17 05 05*, 17 05 07*, 17 08 01*, 17 09 01*, 17 09 03*, 17 09 04	T - R - P
Déchets provenant des soins médicaux ou vétérinaires et recherche associée	18 01 06* à 18 01 10* 18 02 03 à 18 02 08	T - R - P
Déchets de l'incinération ou de la pyrolyse des déchets	19 01 05* à 19 01 99 sauf 19 01 19	T - R - P
Déchets provenant des traitements physico-chimiques des déchets (y compris déchromatation, décyanuration, neutralisation)	19 02 03 à 19 02 99	T - R - P
Déchets stabilisés, solidifiés, stratifiés	19 03 04* à 19 04 04	T
Lixiviats de décharges	19 07 02* et 19 07 03	T - R - P
Déchets provenant d'installations de traitement d'eaux usées non spécifiés ailleurs	19 08 06* à 19 08 99 sauf 19 08 09, 19 08 12, 19 08 14	T - R - P
Déchets provenant de la préparation d'eau destinée à la consommation humaine ou d'eau à usage industriel	19 09 02 à 19 09 99	T - R - P
Déchets provenant du broyage de déchets contenant des métaux	19 10 01 à 19 10 06	T - R - P
Déchets provenant de la régénération de l'huile	19 11 01* à 19 11 99	T - R - P
Déchets provenant du traitement mécanique des déchets	19 12 01 à 19 12 12	T - R - P
Déchets provenant de la décontamination des sols et des eaux souterraines	19 13 01* à 19 13 08	T - R - P
Déchets municipaux (déchets ménagers et déchets assimilés provenant des commerces, des industries et des administrations), Fractions collectées séparément sauf : Section 15 01	20 01 01 à 20 01 99	T - R - P
Autres Déchets en mélange	20 03 01 à 20 03 99 sauf 20 03 02 et 20 03 07	T - R - P

ARTICLE 5-

L'article 8.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 29 juillet 2003 est modifié comme suit :

L'exploitant établira des procédures et consignes définissant les modalités de réception des déchets. Ces procédures et consignes ainsi que leurs mises à jour seront tenues à la disposition de l'inspection des installations classées.

Lors de chaque livraison de déchets sur le centre, l'exploitant procédera, avant déchargement, aux vérifications suivantes :

- présence du bordereau de suivi au titre de l'arrêté ministériel du 29 juillet 2005 dûment rempli par le producteur du déchet et le transporteur-collecteur ;
- existence d'un certificat d'acceptation préalable en cours de validité ;
- vérification de la compatibilité du déchet avec les produits déjà stockés ;
- examen visuel du chargement (mode de conditionnement du déchet) ;
- contrôle de non radioactivité du chargement (article 8.1.1.) ;
- prise d'un échantillon représentatif dont une partie est analysée et l'autre conservée sur le centre pendant au moins trois mois à la disposition de l'inspection des installations classées dans des conditions de conservation et de sécurité adéquates ;
- contrôle des paramètres conformément aux articles 6.4 et 5.2, ainsi que tout contrôle ou analyse complémentaire conformément au certificat d'acceptation préalable.

ARTICLE 6-

L'article 8.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 29 juillet 2003 est modifié comme suit :

- Registre de prise en charge

Un registre de prise en charge devra mentionner pour chaque chargement arrivant sur le site :

- La désignation des déchets et leur code indiqué à l'annexe II du décret du 18 avril 2002 susvisé ;
- La date d'enlèvement ;
- Le tonnage des déchets ;
- Le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets émis ;
- La désignation du ou des modes de traitement et, le cas échéant, la désignation de la ou des opérations de transformation préalable et leur(s) code(s) selon les annexes II-A et II-B de la directive 75/442/CEE du 15 juillet 1975 ;
- Le nom, l'adresse et, le cas échéant, le numéro SIRET de l'installation destinataire finale ;
- Le cas échéant, le nom, l'adresse et le numéro SIRET des installations dans lesquelles les déchets ont été préalablement entreposés, reconditionnés, transformés ou traités ;
- Le nom et l'adresse du ou des transporteurs et, le cas échéant, leur numéro SIREN ainsi que leur numéro de récépissé ;
- La date d'admission des déchets dans l'installation destinataire finale et, le cas échéant, dans les installations dans lesquelles les déchets ont été préalablement entreposés, reconditionnés, transformés ou traités ainsi que la date du traitement des déchets dans l'installation destinataire finale ;
- Le cas échéant, le nom, l'adresse et le numéro SIREN du négociant ainsi que son numéro de récépissé

Ce registre sera tenu à la disposition de l'inspection des installations classées, et archivé au moins 5 ans

ARTICLE 7-

L'article 9.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 29 juillet 2003 est modifié comme suit :

- Installations destinataires et bordereaux de suivi

Les déchets préparés dans le centre sont destinés à être éliminés ou valorisés. A ce titre :

- Ils feront l'objet des procédures de suivis de déchets instaurées par le décret n°2005-635 du 30 mai 2005 relatif au contrôle des circuits de traitement des déchets.

ARTICLE 8-

L'article 9.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 29 juillet 2003 est modifié comme suit :

- Registre des sorties

Un registre devra mentionner pour chaque chargement quittant le centre :

- la date de sortie,
- l'identité du transporteur et du centre d'élimination ou de valorisation destinataire,
- le numéro du certificat d'acceptation préalable,
- le n° de BSDD (Bordereau de Suivi de Déchets Dangereux)
- la nature du chargement et sa codification selon la nomenclature officielle des déchets,
- la quantité expédiée et le mode de conditionnement,
- les résultats des tests et analyses effectués sur les échantillons

ARTICLE 9-

L'article 10 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 29 juillet 2003 est modifié comme suit :

- Déclaration de déchets

L'exploitant effectuera chaque année une déclaration à l'administration, selon le modèle figurant à l'annexe 2 de l'arrêté du 20 décembre 2005 relatif à la déclaration annuelle.

Cette déclaration est effectuée par voie électronique, sur le site Internet GEREPE du Ministère de l'Ecologie et du Développement Durable, et ce avant le 1er avril de l'année en cours pour ce qui concerne les données de l'année précédente.

ARTICLE 10-

L'article 12.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 29 juillet 2003 est modifié comme suit :

- Plan des réseaux

Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts doivent être établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés.

Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

Le plan des réseaux de collecte fera apparaître les secteurs collectés, les points de branchement, regards, avaloirs, postes de relevage, postes de mesure, vannes manuelles et automatiques.

L'exploitant adressera à l'inspection une version à jour des modifications des réseaux d'assainissement réalisées dans le cadre du présent arrêté.

ARTICLE 11-

L'article 25.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 29 juillet 2003 est modifié comme suit :

- Moyens de secours

Le site devra disposer en permanence des moyens de secours suivants*:

- 2 poteaux incendie normalisé incongelables de diamètre 100 mm,
- plusieurs RIA judicieusement répartis sur l'ensemble du site et facilement accessibles
- des extincteurs à poudre de 50 kg en nombre suffisant et judicieusement répartis dans le bâtiment "production"
- une motopompe et une réserve d'émulseurs adaptés aux produits stockés, pour feu de cuvette,
- des rampes d'extinction à mousse fixes, au niveau des fosses de la cour Sud (zones Z1, Z20 et Z21), ainsi qu'à l'intérieur du bâtiment "broyage"

- des extincteurs en nombre suffisant, judicieusement répartis sur l'ensemble du site, et dont la nature sera appropriée aux risques
- sable en quantité suffisante, maintenu à l'état meuble et sec, et pelles pour reprendre ce sable sur les fuites et égouttures éventuelles
- réserve d'absorbant

L'exploitant fournira à l'Inspection une étude de définition des moyens d'extinction incendie à mettre en place dans le bâtiment "production"

ARTICLE 12 –

Avant tous travaux de rebouchage et de construction, l'exploitant réalisera une étude de sol au niveau de l'emplacement des anciennes fosses situées en zone Z20 du plan 280-4. Les résultats de cette étude seront adressés à l'Inspection des Installations Classées, en préalable au début du chantier.

ARTICLE 13–

Délai et voie de recours (Article L 514-6 du Code de l'environnement) : la présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

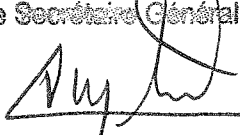
ARTICLE 14–

MM. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Côte d'Or, le Maire de DIJON, le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement Région Bourgogne et le Directeur de la Société EDIB sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution des dispositions du présent arrêté dont une copie sera notifiée à :

- . M. le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement
(2 exemplaires)
- . M. le Directeur des Services d'Archives Départementales,
- . M. le Directeur de la Société EDIB
- . M. le Maire de DIJON

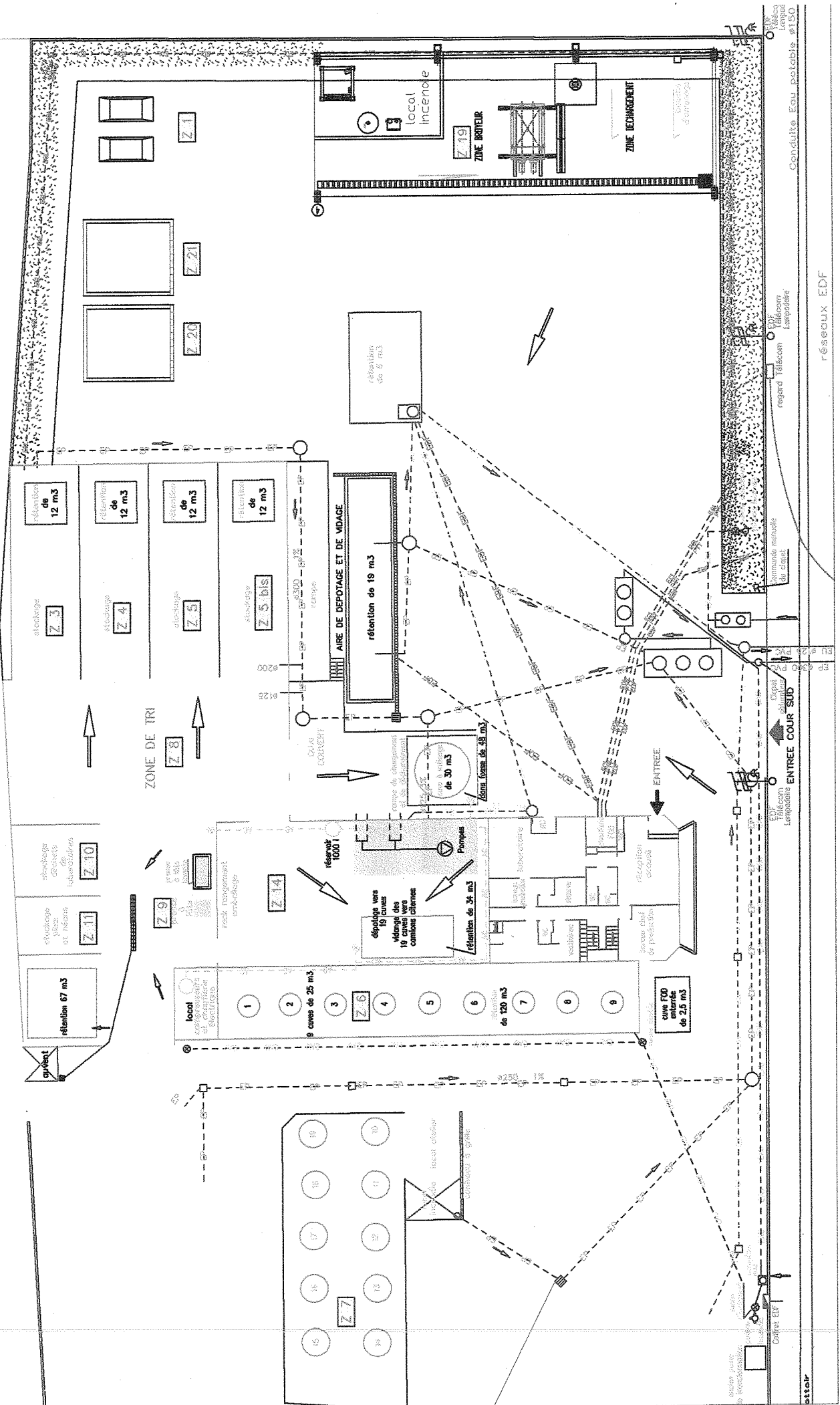
FAIT à DIJON, le **22 JAN. 2007**

LE PREFET
Pour le Préfet
et par délégation,
Le Secrétaire Général,


Xavier INGLEBERT

E.D.I.B.

64, AVENUE DE STALINGRAD
PLAN DE MASSE ET RESEAUX
PROJET EXTENSION ZONE SUD

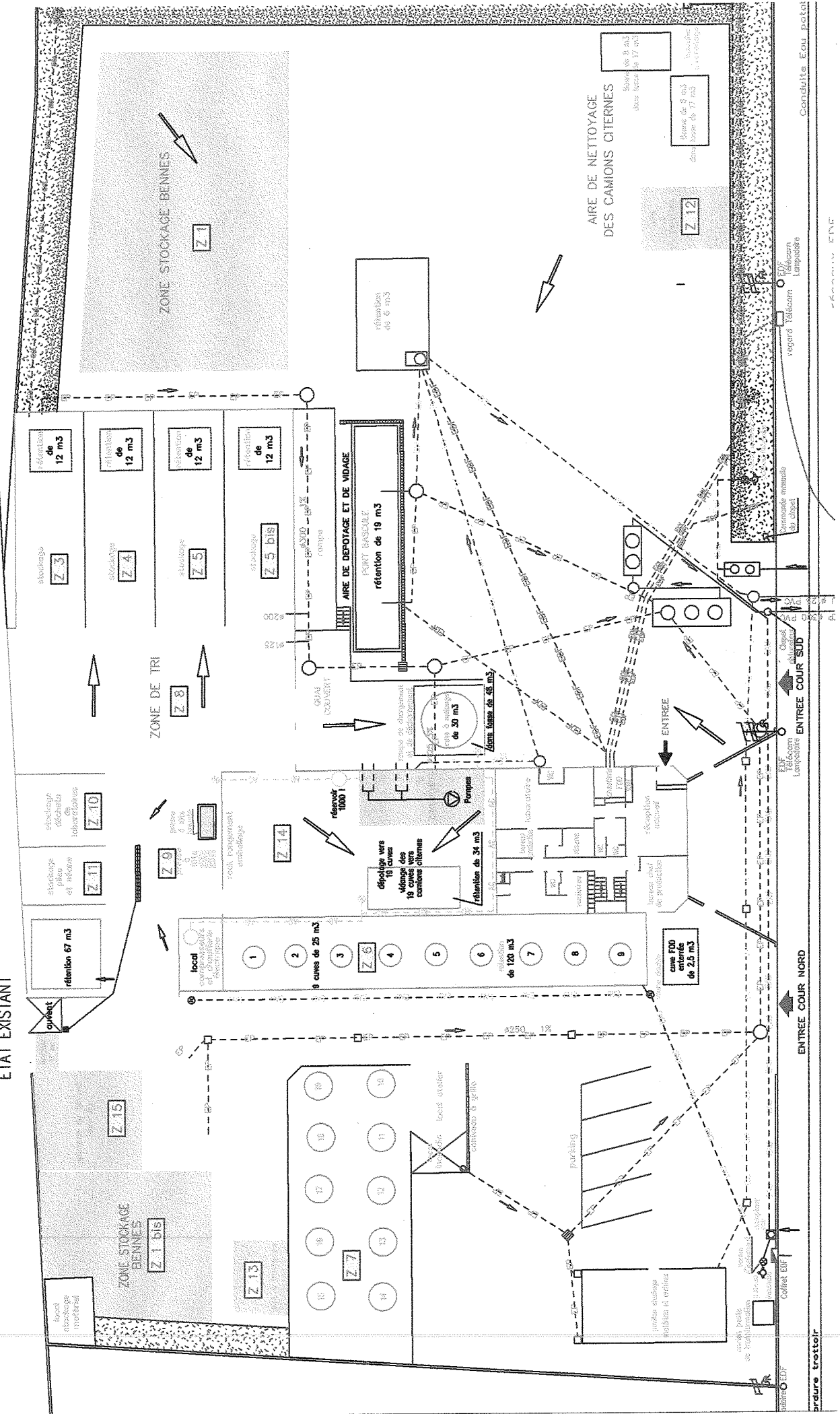


64, AVENUE DE STALINGRAD
PLAN DE MASSE ET RESEAUX
PROJET EXTENSION ZONE NORD



E.D.I.B.

64, AVENUE DE STALINGRAD
PLAN DE MASSE ET RESEAUX
ETAT EXISTANT



64, AVENUE DE STALINGRAD
PLAN DE MASSE ET RESEAUX
PROJET EXTENSION ZONE SUD

